

DECLARATION DU MOUVEMENT SOCIAL GUINEEN SUR LE PROCESSUS DE TRANSITION ET DE DECRISPATION DE LA SITUATION SOCIO POLITIQUE EN GUINEE

Un atelier de concertation et de réflexion des acteurs du mouvement social sur le processus de transition et de décrispation de la situation socio politique en guinée, s'est tenu à L'ENAM, les 27, 28 et 29 septembre 2012.

Avec l'appui financier de la Fondation FREIDERIC HEBERT STIFTUNG et l'Ambassade d'Allemagne à Conakry, l'atelier a regroupé Soixante-sept (67) acteurs du mouvement social en provenance :

- du CNOSCG et ses démembrements régionaux (Conakry, Boké, Kindia, Labé, Kankan), réseaux membres
- l'inter central syndical ;
- de la CDIG

La cérémonie d'ouverture a été placée sous la présidence d'honneur de Monsieur le Président du Conseil Economique et Social, Michel KAMANO en présence des présidents du PCUD et de la CONASOC.

Dans son intervention, monsieur Michel KAMANO a expliqué dans les moindres détails, la genèse du mouvement social et le contexte socio politique que traverse la Guinée. Il a par la suite exhorté tous les acteurs du mouvement social à privilégier le dialogue et la concertation pour que la Guinée s'inscrive dans la dynamique du changement et de la consolidation de la paix, gage certain du développement durable de la Guinée.

Les thèmes développés au cours de l'atelier ont porté sur :

- les dispositifs de redynamisation du mouvement social ;
- les stratégies de dialogue et de réconciliation nationale ;
- le processus d'organisation des élections législatives libres et apaisées.

Au terme de trois jours d'échanges et de débats fructueux sur les préoccupations d'ordre national, les participants ont identifiés et proposer des mesures qui favoriseraient d'instaurer un climat de paix, de confiance et d'unité.

Le Mouvement Social Guinéen ;

- Conscient de la crise socio politique qui secoue le pays ;
- soucieux de la rupture du dialogue et de concertation entre les acteurs sociaux ;
- préoccupé par la nécessité impérieuse de l'organisation des élections législatives, communales et communautaires transparentes, crédibles et apaisées.
- prenant la mesure de l'acquis obtenu par la guinée dans le cadre du point d'achèvement de l'initiative PPTE ;
- désireux d'apporter sa contribution à la gestion pacifique et durable du pays,

LE MOUVEMENT SOCIAL GUINEEN Salut les efforts du Gouvernement, du CNT particulièrement du chef de l'Etat, pour l'élaboration, l'adoption et la promulgation de la nouvelle loi organique sur la recomposition paritaire de la CENI.

Le mouvement social guinéen lance un appel pressant aux :

1. Les Acteurs Sociaux à:

- Favoriser l'unité d'action à travers la mise en place d'un cadre permanent de dialogue et de concertation ;
- Adopter une charte consensuelle devant régir le fonctionnement des organisations de la Société civile ;
- renouveler les instances pour favoriser l'alternance démocratique dans le strict respect des textes réglementaires.
- choisir immédiatement, les personnes de qualité devant appartenir à la nouvelle CENI, basée sur les critères de:
 - ▶ Probité morale ;
 - ▶ Compétence (avoir une expérience et un niveau requis,) ;
 - ▶ D'indépendance, d'initiative et d'action ;
 - ▶ Bonne connaissance de l'environnement sociopolitique.
- Mettre en place des mécanismes efficaces de contrôle, de suivi et de transparence des activités de la CENI ;
- faire diffuser par les medias, des messages civiques et d'apaisement allant dans le sens de la sauvegarde de la paix et de l'unité nationale.

2. Aux Partis Politiques à:

- respecter le Code de bonne conduite pour éviter les affrontements entre militants de l'opposition et de la mouvance ;
- Eduquer leurs militants sur les principes démocratiques et de la citoyenneté;
- privilégier le dialogue et la concertation pour la résolution des crises et conflits;
- privilégier la transparence électorale comme terrain du combat politique ;
- choisir des personnes de qualité et représentatives devant appartenir à la nouvelle CENI, basée sur :
 - ▶ Probité morale ;
 - ▶ Compétence (avoir un niveau requis, expérience) ;
 - ▶ Indépendance d'initiatives et d'actions ;
 - ▶ Bonne connaissance d'environnement sociopolitique

3. Aux Institutions républicaines, de suivre et d'évaluer la situation socio politique et adopter une position d'alerte pour éviter les dérives.

4. Aux Partenaires bi et multilatéraux :

- De poursuivre l'accompagnement technique, matériel et financier du processus électoral en cours ;
- De contribuer à la restauration de la confiance entre les acteurs dans la gestion du processus électoral

5. Au Gouvernement à :

- respecter, et faire respecter la loi et veiller à l'intervention proportionnée et professionnelle des forces de défense et de sécurité ;
- impliquer tous les acteurs à la gestion consensuelle du processus électoral ;
- œuvrer à l'organisation des élections libres, crédibles, transparentes et apaisées dans les meilleurs délais ;
- suspendre immédiatement toutes les activités de la CENI notamment tout mouvement financier jusqu'à l'installation de la nouvelle équipe ;
- Procéder à l'audit systématique de la CENI ;
- poursuivre sans relâche, l'élan de dialogue avec les acteurs politiques et sociaux ;
- faire respecter la neutralité de l'administration centrale et déconcentrée dans la conduite du processus électoral ;
- gérer judicieusement les acquis liés aux PPTE .

Le Mouvement Social Guinéen décidé à préserver et à consolider la paix, condamne fermement les actes de violence enregistrés dans les préfectures de N'Zérékoré, Siguiri, Touba (Gaoual) et Conakry ;

Le Mouvement social Guinéen demande au Gouvernement de mettre en place des commissions d'enquêtes crédibles, pour faire toute la lumière sur les exactions commises et à appliquer la loi dans toutes ses dimensions afin de rétablir la justice face à l'insécurité qui perdure dans le pays.

Fait à Conakry, le 29 septembre 2012

Ont signés

- **Le CNOSG**
- **LA CDIJ**